

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : GUERRE AU PROCHE ET MOYEN-ORIENT : CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DE LA 1^{ÈRE} SEMAINE

La guerre en Iran, déclenchée le 28 février par des frappes israélo-américaines, représente un bouleversement majeur pour les pays de la zone Proche et Moyen-Orient, tous concernés à des degrés divers. Au-delà des belligérants, des drones et missiles ont été interceptés en Jordanie et au-dessus de la Syrie, le Kurdistan irakien (notamment Erbil) a été touché par les frappes iraniennes, et le tir du Hezbollah contre Israël dans la nuit du 1^{er} au 2 mars a conduit à un embrasement au Liban, avec des frappes nourries sur le sud du pays, dans la Bekaa et à Beyrouth-Sud. S'il est difficile d'établir un bilan des destructions, les informations provenant d'Iran étant par exemple limitées, il semblerait qu'aucune infrastructure critique n'ait été pour l'heure touchée dans la zone, contrairement aux pays du Golfe.

LE CHIFFRE À RETENIR

12 %

PART DU CANAL DE SUEZ DANS LE
COMMERCE MARITIME MONDIAL

Les conséquences économiques de ce conflit sont toutefois déjà perceptibles sur les pays du Proche et Moyen-Orient. Il s'agit d'abord d'une désorganisation des flux. Les espaces aériens ont été totalement fermés (Iran, Irak, Syrie, et Israël mais avec des vols de rapatriement). Les compagnies nationales de Jordanie (*Royal Jordanian*) et du Liban (*Middle East Airlines*) ont repris ou continuent de desservir l'Europe et certaines villes du Moyen-Orient. Les liaisons maritimes sont les plus concernées : en plus du détroit d'Ormuz, celui de Bab el-Mandeb a été touché, notamment par des tensions avec les Houthis, conduisant à la décision des grands armateurs (Maersk, CMA CGM, MSC) de suspendre le passage des navires par le canal de Suez, représentant pourtant 12 % du commerce maritime mondial en temps normal. Les revenus financiers afférents de l'Égypte vont subir cet impact.

Il s'agit également d'un choc énergétique. La production d'hydrocarbures a été mise en pause dans certaines zones d'Irak, tant pour le pétrole (entreprise norvégienne DNO, sociétés Gulf Keystone, HKN, Shamaran) que pour le gaz (société émirienne Dana), conduisant à une diminution de plus d'un tiers de la production de pétrole en Irak fédéral. La forte baisse des livraisons d'hydrocarbures provenant d'Iran affecte la production d'électricité dans l'ensemble des provinces du pays (20 à 30 % de l'électricité irakienne est produite à partir de gaz iranien). Israël a de même suspendu la production et l'exportation de gaz provenant des champs offshore de Karish et Leviathan. En conséquence, des difficultés émergent déjà pour l'Égypte, dont 16 % du gaz provient d'Israël, et pour la Jordanie (80 % du gaz destiné à la production électrique étant israélien), donc en cascade sur la Syrie (arrêt des réexportations de Jordanie), avec des coupures d'électricité importantes.

Enfin, le conflit commence déjà à avoir des effets sur plusieurs secteurs de l'économie. Pour le tourisme, des annulations concentrées pour l'heure sur le mois de mars concernent déjà l'Égypte ainsi que la Jordanie, où ce secteur représente 15 % du PIB. Le chantier du *National Conveyor* (usine de dessalement à Aqaba) pourrait également être retardé. Pour l'Irak et, dans une moindre mesure, la Syrie, pourraient également être concernées

les importations alimentaires, qui proviennent en grande partie d'Iran, d'autant que ce pays a interdit toute exportation en la matière jusqu'à nouvel ordre.

Au global, l'impact du conflit dépendra de l'intensité des opérations militaires, de sa durée, de ses effets macroéconomiques (poussées inflationnistes, délais et prix des transports) **et de la capacité d'absorption des différents pays** (dépréciation de la monnaie locale, pressions budgétaires). Des mesures ont déjà été prises pour faire face, comme l'exonération des droits de douane et taxes à l'importation de marchandises par voie maritime en Jordanie, visant à limiter l'impact de la hausse du coût du fret.

Service Économique Régional de Beyrouth

ÉGYPTE

1. L'ÉGYPTE SÉCURISE SES CHAINES D'APPROVISIONNEMENT FACE AU CONTEXTE RÉGIONAL

À la suite de l'arrêt des exportations de gaz en provenance d'Israël, le gouvernement égyptien a activé un [plan](#) d'urgence énergétique : suspension temporaire des exportations *via* Idku, importation d'environ 20 cargaisons supplémentaires de GNL en mars et mobilisation des réserves stratégiques (pétrole et gaz) afin de garantir l'approvisionnement. Les exportations d'électricité vers la Jordanie ont été accrues de 29 % (225 MW) sans incidence sur la demande domestique. Les autorités confirment par ailleurs la disponibilité de stocks alimentaires couvrant plusieurs mois de consommation nationale et ont engagé des mesures de fluidification logistique pour prévenir tout goulet d'étranglement. Sur le plan maritime, les décisions de CMA CGM et Maersk de suspendre la traversée du Canal de Suez risquent de prolonger l'impact des tensions en mer Rouge sur les recettes (lesquelles avaient pourtant atteint au 3^{ème} trimestre 2025 un niveau inédit depuis le début des tensions en mer Rouge, avec en moyenne 349 M USD par mois). En outre, selon [Morgan Stanley](#), l'exposition commerciale directe de l'Égypte à l'Iran demeure toutefois marginale (0,01 % des importations), ce qui limite les risques de rupture d'approvisionnement. La vulnérabilité principale reste liée aux prix de l'énergie : un Brent stabilisé entre 60 et 75 USD pourrait majorer la facture énergétique de 400 à 600 M USD en 2025/26.

2. DÉPRÉCIATION DE LA LIVRE ÉGYPTIENNE DANS UN CONTEXTE DE TENSIONS RÉGIONALES ET DE VOLATILITÉ DES FLUX DE CAPITAUX

À la suite du déclenchement des tensions le 28 février, la livre égyptienne s'est [dépréciée](#), dépassant le seuil de 50 EGP/USD le 3 mars pour la première fois depuis juillet 2025, avant un léger redressement en

fin de séance. Cette baisse est attribuée aux retraits partiels effectués par certains investisseurs étrangers sur les titres de créance locaux. Dans le même temps, l'indice EGX30 de la bourse égyptienne a reculé d'environ 2,5 % lors de la séance du 1^{er} mars, baisse plus limitée que lors du conflit israélo-iranien de juin 2025 (-4,6 % le 15 juin 2025). Ces tensions interviennent alors que la position extérieure de l'Égypte est plus solide qu'en juin dernier avec 52 Mds USD de réserves nettes de change (+ 8 % par rapport à juin 2025).

3. BAISSÉ DU PMI (-0,9) EN FÉVRIER 2026

L'[indice des directeurs d'achat](#) (PMI) est passé de 49,8 en janvier à 48,9 en février 2026, confirmant la contraction de l'activité du secteur privé non pétrolier pour le deuxième mois consécutif. La production recule pour la première fois depuis octobre 2025, sous l'effet d'une accélération des coûts des intrants, notamment énergétiques et métallurgiques. Les cinq composantes de l'indice signalent un affaiblissement des conditions d'activité ; l'emploi se contracte pour le troisième mois consécutif et les nouvelles commandes diminuent dans la plupart des segments, à l'exception notable de la construction. La stabilité relative des prix de vente traduit une capacité limitée de répercussion des hausses de coûts, pesant sur les marges. Cela dit, ce recul fait suite à une période de performances commerciales exceptionnellement fortes.

4. LE GOUVERNEMENT EXAMINE UN RÉALIGNEMENT DE SES AUTORITÉS ÉCONOMIQUES

Le gouvernement égyptien a [lancé](#) un programme ambitieux de restructuration de ses principales autorités publiques et entreprises publiques, visant à améliorer la gouvernance, l'efficacité opérationnelle et la soutenabilité financière. Selon le vice-Premier ministre chargé des affaires économiques, Hussein

Eissa, six autorités clés sont actuellement examinées, incluant l'Autorité de développement et de reconstruction agricole, la *New Urban Communities Authority* et les Chemins de fer nationaux égyptiens. Parallèlement, 14 autres entités sont envisagées pour fusion ou transformation en autorités publiques générales, tandis que 40 entreprises publiques sont transférées au Fonds souverain d'Égypte. Ces mesures s'inscrivent dans un effort plus large de modernisation du secteur public et de clarification du rôle économique de l'État, dans un contexte où la croissance durable passe par un secteur privé renforcé et une gouvernance des actifs optimisée. Le calendrier reste conditionné à l'achèvement des bases réglementaires et législatives.

5. LE PARLEMENT APPROUVE UN FINANCEMENT CHINOIS DE 332 M USD POUR L'EXTENSION DU LRT

La Chambre des représentants a validé quatre accords de financement d'un montant total de 332 M USD fournis par la *China Export-Import Bank* (Chexim) pour soutenir la troisième phase du *Light Rail Transit* (LRT) reliant le Grand Caire à la Nouvelle Capitale administrative et la ville de 10 de Ramadan. Le projet, long de 105 km et desservant plusieurs zones industrielles majeures, vise à renforcer la connectivité entre pôles urbains et centres économiques, tout en facilitant la mobilité de la main-d'œuvre. Le financement combine le prêt chinois principal d'environ 1,2 Md USD, couvrant les trains et systèmes ferroviaires, et des ressources locales (prêts en monnaie nationale et allocations budgétaires) pour le génie civil.

IRAN

1. CHINE, IRAN ET PÉTROLE

On sait que depuis la mise en place des sanctions américaines en 2018, Pékin a apporté à Téhéran un soutien déterminant en absorbant 95 % des exportations de brut iranien. Le volume de ces exportations n'a cessé de croître au fil des années, jusqu'à se stabiliser aux environs de 2 M de barils/jour à partir de l'été 2025. Acheminé par des tankers non homologués vers trois raffineries privées chinoises – appelées *teapots* – afin de ne pas contrevenir de manière trop ostensible aux restrictions américaines, le pétrole enlevé sur l'île de Kharg est généralement

stocké quelques semaines en haute mer avant d'être cheminé par de petits navires sur les côtes chinoises au rythme des besoins des raffineurs. Essentielles à l'équilibre du budget iranien, ces exportations semblent faire l'objet à Pékin, depuis le début de l'année, d'une remise en cause dont témoignent l'attrition des volumes importés, qui ont chuté en janvier de 1,9 à 1,1 Mbj et l'augmentation de la remise exigée par le client unique sur chaque baril, qui dépasserait aujourd'hui 11 USD. À ces signaux inquiétants pour une économie iranienne proche de l'effondrement s'ajoute le mécontentement croissant manifesté par la Chine à l'égard de la stratégie iranienne d'obstruction du détroit d'Ormuz. Selon plusieurs sources proches du gouvernement chinois, Pékin exercerait depuis 48 heures une pression sans précédent sur la gouvernance iranienne pour que les tankers ne soient plus pris pour cible par les batteries de l'IRGC (corps des gardiens de la révolutions islamique).

2. APPROVISIONNEMENT ÉNERGÉTIQUE

En dépit du conflit, le gouvernement iranien tente de rassurer sa population sur la continuité de l'approvisionnement en essence et en gaz. Le ministre du Pétrole, Mohsen Paknejad, assure que les réserves de carburant sont suffisantes et ne constitueront pas un frein au fonctionnement du pays. Selon lui, la population ne doit donc avoir aucune inquiétude concernant la disponibilité des produits pétroliers. Les stations-service, les distributeurs de GNC (Gaz Naturel Comprimé) et les unités de ravitaillement mobiles seraient opérationnels sur l'ensemble du territoire. Le gouvernement assure également avoir déployé des pompes à essence mobiles sur l'essentiel du réseau routier afin de garantir la fluidité de la circulation et prévenir les pénuries imputables aux pics de demande ou aux perturbations logistiques. De son côté, la Compagnie Nationale du Gaz garantit la continuité du flux de gaz naturel et demande aux Iraniens de signaler tout problème technique *via* un numéro d'urgence, tout en précisant qu'aucune visite de relevé de compteur n'aurait lieu jusqu'à nouvel ordre pour des raisons de sécurité. Enfin, les principaux gazoducs ne semblent pas, à ce stade, avoir été touchés par les bombardements

ISRAËL

1. GUERRE EN IRAN : PRÈS DE 3 MDS USD DE DÉPENSES SUPPLÉMENTAIRES POUR LA DÉFENSE ET IMPACT ATTENDU SUR LA CROISSANCE

Dès le 1^{er} mars, le ministre des Finances Bezalel Smotrich a indiqué que la guerre contre l'Iran entraînerait un coût budgétaire significatif, avec une augmentation immédiate de 9 Mds (2,9 Mds USD) ILS du budget de la défense, qui atteindra 121 Mds ILS (39 Mds USD) en 2026, contre 112 Mds ILS (36 Mds USD) initialement prévus. Selon le ministère des Finances d'Israël, l'impact macroéconomique pourrait réduire la croissance de 0,5 à 1 point de PIB, en fonction de la durée du conflit, tout en creusant le déficit public et en pesant sur les recettes fiscales.

2. GUERRE EN IRAN : RÉPONSE POSITIVE SUR LE MARCHÉ BOURSIER ISRAËLIEN

Entre l'offensive militaire du samedi 28 février et la séance du mercredi 4 mars, la Bourse de Tel-Aviv a connu une séquence exceptionnelle de rattrapage et de volatilité positive. Après un week-end d'attente, le marché a rouvert le lundi 2 mars par une hausse massive de 4,75 % sur l'indice TA-125, sa plus forte progression depuis la crise de 2020, portée par une baisse immédiate de la prime de risque perçue. Cette dynamique a été principalement alimentée par les investisseurs particuliers israéliens, très actifs avec 14 Mds ILS (4,5 Mds USD) d'achats nets, qui ont propulsé les secteurs de l'Énergie (+9,3 %) et des Assurances (+8,5 %) dès l'ouverture de la semaine. Au 4 mars, le sentiment de marché reste dominé par cette « anomalie » positive où, contrairement aux places mondiales en recul, Tel-Aviv parie sur un scénario de sortie de crise rapide, soutenu par un renforcement notable du shekel à 3,07 ILS/USD.

3. GUERRE EN IRAN : MOODY'S ET S&P ALERTENT SUR LES RISQUES DE CRÉDIT LIÉS À UN CONFLIT PROLONGÉ

Les agences de notation Moody's et S&P Global estiment qu'Israël pourrait absorber un conflit court avec Iran, mais qu'une guerre prolongée accentuerait les pressions sur la qualité du crédit et les finances publiques, notamment via la hausse des dépenses de défense et le ralentissement de l'investissement. Les deux agences soulignent l'impact économique majeur des perturbations dans

le détroit d'Ormuz, qui ont déjà contribué la hausse du prix du Brent à 85 USD le baril, un niveau inédit depuis juillet 2024, et pourraient accroître les tensions financières dans plusieurs secteurs à forte intensité énergétique. Moody's met en garde contre les conséquences d'une fermeture prolongée de l'espace aérien israélien, susceptible de peser sur le tourisme et les activités associées, tandis que S&P souligne que d'éventuels dégâts physiques aux infrastructures dans un pays densément peuplé pourraient entraîner des coûts socio-économiques et budgétaires importants. En outre, les perturbations du commerce maritime, la hausse des primes d'assurance et la volatilité énergétique pourraient renchérir les conditions de financement et accroître les risques de refinancement à court terme.

4. GUERRE EN IRAN : RÉOUVERTURE PROGRESSIVE DE L'AÉROPORT BEN GOURION POUR LE RAPATRIEMENT DES ISRAËLIENS BLOQUÉS À L'ÉTRANGER

Le ministère israélien des Transports a annoncé la réouverture progressive (sous réserve de l'évolution de la situation) de l'espace aérien d'Israël entre mercredi 4 mars au soir et jeudi 5 mars matin afin d'organiser le rapatriement d'environ 100 000 Israéliens actuellement bloqués à l'étranger. Le dispositif prévoit un redémarrage graduel du trafic à l'aéroport de Ben Gourion, avec dans un premier temps un avion moyen-courrier par heure (environ 200 passagers) durant les premières 24 heures, soit près de 5 000 passagers rapatriés, avant une montée en puissance avec deux appareils par heure ou un long-courrier les jours suivants. Selon la ministre des Transports Miri Regev, l'objectif est de rapatrier l'ensemble des ressortissants israéliens en 7 à 10 jours, en complément des retours déjà organisés via les pays voisins et les passages terrestres. Les vols de rapatriement seront assurés notamment par El Al et Israir, tandis que la compagnie hongroise Wizz Air a ouvert des liaisons supplémentaires vers Sharm el-Sheikh afin d'accélérer le retour des passagers. Dans cette phase initiale, seul l'aéroport Ben-Gourion sera opérationnel, les plateformes de Haïfa et Ramon restant fermées.

5. SIGNATURE DE 16 PROTOCOLES D'ACCORD AVEC L'INDE

La visite officielle de deux jours du Premier ministre indien Narendra Modi en Israël s'est conclue le 26 février par la signature de 16 protocoles d'accord couvrant notamment l'innovation agricole, la coopération culturelle, la recherche et développement et le renforcement des partenariats technologiques. Parmi les accords clés figure la création en Inde d'un centre de recherche et d'innovation agricole destiné à organiser des programmes de formation, des échanges d'experts et des coopérations académiques entre les deux pays. Lors d'une conférence de presse conjointe, les deux dirigeants ont confirmé leur volonté d'aboutir prochainement à un accord de libre-échange et ont évoqué la coopération régionale autour du corridor économique *India-Middle East-Europe Economic Corridor* (IMEC) ainsi que leur coordination sur les questions sécuritaires et la lutte contre le terrorisme.

JORDANIE

1. S&P MAINTIENT LA NOTE SOUVERAINE DE LA JORDANIE À (BB-)

Standard & Poor's (S&P) a confirmé la note de crédit à long terme de la Jordanie à BB- avec perspective stable. Selon le rapport, cette décision reflète la stabilité de l'environnement macroéconomique dans le Royaume, les avancées dans les réformes économiques et fiscales, l'augmentation des réserves de change et le soutien continu des donateurs. S&P estime une croissance du PIB de 2,8 % en 2025 (contre 2,6 % projeté en mars 2025), et projette 3 % en 2026, 3,1 % en 2027 et 3,2 % en 2028. L'agence de notation prévoit également un déclin graduel du ratio de dette publique par rapport au PIB, et une inflation modérée autour de 2,4 % dans les années à venir. Ces prévisions sont portées selon le rapport par la reprise du tourisme et l'accroissement progressif des échanges commerciaux avec la Syrie et l'Irak. Ce rapport a été publié le 27 février 2026, avant la dégradation de la situation régionale.

2. SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES EN 2025

Selon le ministère jordanien des Finances, les recettes domestiques ont augmenté de +6,6 % en 2025, par rapport à 2024, pour atteindre 9,3 Mds

JOD (13,1 Mds USD). Cette hausse est liée à une augmentation des recettes fiscales (+6,8 % en g.a., tirée notamment par la taxe sur les ventes, +9,9 %, les droits de douane, +2,2 %, et les taxes sur les ventes immobilières, +4 %) et non fiscales (+6,2 % en g.a.). Les recettes publiques totales, dons étrangers inclus (684 M JOD/964 M USD), ont atteint 9,9 Mds JOD/ 14,1 Mds USD, en hausse de +5,9 % en g.a. Au cours de la même période, les dépenses publiques totales ont augmenté de +6,2 % pour s'établir à 12,3 Mds JOD/ 17,3 Mds USD, dont des dépenses courantes de 10,9 Mds JOD (+4,7 % en g.a.) et des dépenses en capital à 1,4 Md JOD (+20 % en g.a.). Le déficit budgétaire (dons inclus) a atteint -2,3 Mds JOD /3,2 Mds USD en 2025, légèrement inférieur à la cible prévue par la loi de finances. Enfin, la dette publique (hors actifs détenus par le Fonds d'investissement de la Sécurité sociale) a atteint 36,2 Mds JOD/ 51,1 Mds USD fin 2025, soit 82,8 % du PIB.

3. SIGNATURE D'UN MOU AVEC LE ROYAUME-UNI POUR LE NATIONAL CONVEYOR

La ministre de la Planification et de la Coopération internationale, Zeina Toukan, et l'ambassadeur du Royaume-Uni en Jordanie, Philip Hall, ont signé un protocole d'entente (MoU) sur un financement en dons de 5,3 M GBP (6,1 M EUR) du projet *Aqaba-Amman Water Desalination and Conveyance* (*National Conveyor*). Ce financement servira en partie à la mise en place d'une cellule de gestion des risques pour soutenir techniquement l'unité de gestion du projet. Pour mémoire, ce méga-projet prévoit la construction d'une usine de dessalement à Aqaba, d'une capacité de production de 300 M m³ d'eau par an, et d'un système d'adduction de 450 kilomètres jusqu'à Amman.

LIBAN

1. LE PORT DE BEYROUTH AUGMENTE LA CADENCE POUR ASSURER L'APPROVISIONNEMENT DU LIBAN

Dans le sillage du conflit, et de l'arrêt des vols de plusieurs compagnies vers l'aéroport international de Beyrouth, le port de la capitale fonctionne désormais sans interruption, 24 heures sur 24, afin d'éviter une rupture de la chaîne d'approvisionnement. En novembre 2025, l'activité conteneurs cumulée du port de Beyrouth a

progressé de 20 % en un an, atteignant 842 188 TEU (équivalent vingt pieds), dont 206 947 TEU pour le transbordement.

2. CREUSEMENT DU DÉFICIT DES COMPTES COURANTS SUR LES NEUF PREMIERS MOIS DE 2025

D'après les derniers chiffres de la balance des paiements publiés par la Banque du Liban, le déficit courant s'est élevé à 5,6 Mds USD sur les neuf premiers mois de 2025, en hausse de 347 % par rapport à la même période un an plus tôt (-4,15 Mds USD).

Ce creusement est dû à une hausse du déficit commercial (+15,5 %, -10,8 Mds USD) et une légère baisse des envois de fonds des expatriés (-5,3 %, 4,87 Mds USD), au moment où les envois de fonds du Liban vers l'étranger ont augmenté (+5,7 %, 1,42 Md USD). On observe toutefois une augmentation des recettes touristiques nettes (+33 %, 1,3 Md USD). En parallèle, le compte financier affiche un excédent de 2,7 Mds USD, contre +3,5 Mds USD un an plus tôt. Enfin, les dons étrangers baissent depuis 2019, provoquant ainsi une baisse de l'excédent du compte de capital (-60,7 %, 447,8 M USD), qui atteint son niveau le plus bas depuis 2012.

PALESTINE

1. RÉOUVERTURE DU POINT DE PASSAGE DE KEREM SHALOM POUR L'AIDE HUMANITAIRE À GAZA

Les autorités israéliennes ont annoncé la réouverture du point de passage de Kerem Shalom pour l'entrée de l'aide humanitaire dans la bande de Gaza à partir de ce mardi, après plusieurs jours de fermeture. Le passage avait été fermé samedi dans le cadre de l'escalade régionale, interrompant temporairement l'acheminement de l'aide vers l'enclave palestinienne.

Situé à la jonction entre Israël, Gaza et l'Égypte, Kerem Shalom constitue le principal point d'entrée des marchandises et de l'aide internationale vers le territoire. En temps normal, plusieurs dizaines à plus d'une centaine de camions peuvent y transiter quotidiennement, selon la situation sécuritaire et les restrictions en vigueur.

Israël avait annoncé samedi la fermeture de l'ensemble des points de passage vers Gaza, y

compris Rafah, à la frontière avec l'Égypte, seule ouverture vers l'extérieur. Toutefois, les Nations unies estiment que les volumes d'aide actuellement autorisés à entrer restent insuffisants pour répondre aux besoins humanitaires de la population de Gaza.

2. HAUSSE DES COÛTS DU TRANSPORT MARITIME : IMPACT LIMITÉ ATTENDU SUR LES PRIX

Dans le contexte des tensions maritimes liées à la guerre entre Israël, les États-Unis et l'Iran, les importateurs palestiniens signalent une hausse notable des coûts de transport et d'assurance sur certaines routes commerciales. Les itinéraires passant par la mer d'Arabie et le détroit de Bab el-Mandeb sont devenus plus risqués, entraînant une augmentation significative des tarifs de fret.

Le coût d'expédition d'un conteneur est ainsi passé d'environ 3 000 USD à 7 000–8 000 USD, soit une hausse d'environ 4 000 USD. Malgré cette augmentation pour les importateurs, l'impact sur les prix de détail devrait rester limité en Palestine et ne pas dépasser 5 %, notamment en raison de la forte concurrence entre commerçants et de marges relativement faibles dans le commerce alimentaire.

Les autorités palestiniennes assurent par ailleurs que les stocks de produits de base couvrent environ six mois de consommation, appelant la population à éviter tout achat excessif susceptible de perturber le marché et de créer des pénuries artificielles.

3. EXPORTATION DE 120 T DE CITRONS À DESTINATION DES EAU EN FÉVRIER

Le ministère palestinien de l'Agriculture a annoncé que la société jordano-palestinienne de commercialisation agricole a exporté plus de 120 tonnes de citrons vers les Émirats arabes unis en février 2026. Cette opération s'inscrit dans le cadre d'un contrat conclu avec des chaînes de supermarchés et d'hypermarchés, portant sur un volume total prévu de 500 tonnes.

Selon le ministère, ces exportations s'inscrivent dans les efforts visant à diversifier les débouchés régionaux pour les produits agricoles palestiniens. D'autres produits agricoles devraient également être exportés prochainement vers les marchés du Golfe.

Le ministre de l'Agriculture, Rizq Salimiya, a souligné que la présence croissante des produits palestiniens

sur les marchés internationaux témoigne de leur qualité et de leur conformité aux normes internationales.

Un programme soutenu par la Banque mondiale vise par ailleurs à renforcer les infrastructures d'exportation, notamment à travers la création d'un centre de conditionnement et d'entrepôts frigorifiques à Jéricho, ainsi que l'accompagnement des agriculteurs pour l'obtention des certifications PALGAP et GlobalGAP.

4. ISRAËL DEMEURE LE PRINCIPAL PARTENAIRE COMMERCIAL DE LA PALESTINE

Selon les données du Bureau central palestinien des statistiques (PCBS), le volume total des échanges commerciaux entre la Palestine et Israël a atteint environ 17 Mds USD entre 2023 et 2025, soit 63 % du commerce extérieur palestinien, estimé à près de 27 Mds USD sur la même période.

Les exportations palestiniennes vers Israël ont totalisé 4,3 Mds USD sur trois ans, tandis que les importations en provenance d'Israël ont atteint 12,5 Mds USD, générant un déficit commercial d'environ 8 Mds USD au profit d'Israël.

Israël demeure également la principale destination des produits palestiniens : 87 % des exportations palestiniennes entre 2023 et 2025 y ont été écoulées, sur un total de 4,98 Mds USD d'exportations. À l'inverse, les importations israéliennes représentent 58 % des importations palestiniennes, estimées à 22 Mds USD sur la même période.

En 2025, les exportations vers Israël ont atteint 1,6 Md USD, contre 4,3 Mds USD d'importations. Parmi les principales exportations palestiniennes figurent la pierre de construction, l'huile d'olive, les dattes et le marbre.

SYRIE

1. RESTAURATION COMPLÈTE DES RELATIONS ENTRE LA BANQUE CENTRALE ET LA FEDERAL RESERVE

Le 1^{er} mars, la banque centrale syrienne a annoncé la réouverture de son compte auprès de la *Federal reserve bank* (banque centrale des États-Unis), permettant de finaliser la normalisation des relations entre les deux institutions. Cette étape permet de faciliter la gestion des réserves en dollars de la banque centrale et les opérations de règlement. Elle ne permet toutefois pas de régler la question de la correspondance bancaire pour les banques commerciales, qui suppose d'autres évolutions, notamment l'accès au système de transferts de fonds et la mise en place de cadres de conformité liés à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LCB/FT).

2. TÉLÉCOMS : APPELS D'OFFRES À LA SUITE DU DÉPART DU GROUPE MTN

Le ministère syrien des Communications et des Technologies a annoncé mercredi avoir conclu un accord amiable définitif avec le groupe télécoms sud-africain MTN Group, organisant son retrait du marché syrien : MTN Syria continuera d'exploiter le réseau jusqu'à l'arrivée d'un nouvel opérateur afin d'assurer la continuité des services pour les abonnés. Les autorités ont en conséquence lancé un appel d'offres international pour attribuer une nouvelle licence mobile destinée à remplacer MTN.

3. LANCEMENT D'UN PARTENARIAT ENTRE LE PNUD ET LA BANQUE CENTRALE

Le PNUD et la banque centrale syrienne ont signé le 1^{er} mars 2026 une lettre d'accord formalisant un partenariat stratégique, appelé « projet STAF ». En ligne avec la stratégie nationale 2026-2030 de la banque centrale, le projet pour le PNUD vise à fournir une assistance technique précise, à améliorer les canevas de supervision et de régulation, et à renforcer les infrastructures opérationnelles et numériques de l'institution.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION (MILLIONS) – 2025	FMI / WEO	118,3	46	86,7	10,2	11,5	5,8	5,6	25,6
PIB (MDs USD) – 2025	FMI / WEO	349	265	376	665	62	28	14*	21*
PIB / HAB. (USD) – 2025	FMI / WEO	3190	5830	4250	67000	5356	4470	2593*	869*
CROISSANCE PIB RÉEL (%) – 2025	FMI / WEO	4,4	0,5	0,3	3,1	2,7	-7,5	-26,6*	-1,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) – 2025	FMI / WEO	-7,2	-6,3	-4,3	4,9	-5,3	0,4	-9,5*	-3,1*
DETTE PUBLIQUE (% PIB) – 2025	FMI / WEO	84	53,1	36,4	70	83,4	114	86*	n/a
RATING COFACE 2025	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	STATISTIQUES OFFICIELLES	11,9	-1,2	60	1,8	1,1	15,3	48,9	15,2
PMI MENSUEL	STATISTIQUES OFFICIELLES	49,8	n/a	39,4	50,2	n/a	50,6	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2025	DOUANES FRANÇAISES	1838	418	231	1885	1240	540	30	30
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2025	DOUANES FRANÇAISES	1214	1556	51	1410	60	93	4	4

* = DONNÉES FMI/BANQUE MONDIALE 2024-2025

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D’UN PAYS

A1 TRÈS FAIBLE / A2 PEU ÉLEVÉ / A3 SATISFAISANT / A4 CONVENABLE / B ASSEZ ÉLEVÉ / C ÉLEVÉ / D TRÈS ÉLEVÉ / E EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr